

EXISTE-T-IL UN NATIONALISME CANADIEN ANGLAIS ?

Par Stanislav J. KIRSCHBAUM

*Glendon College
York University*

La question posée ci-dessus sous-entend en fait deux autres questions qui lui sont intimement liées et dont les réponses nous permettent d'aborder la problématique de l'existence d'un nationalisme canadien-anglais. Il s'agit en effet de répondre d'abord à la question existe-t-il un nationalisme canadien ? puis à l'interrogation, le nationalisme québécois est-il antithétique ou une composante d'un nationalisme canadien ?

Pour pouvoir répondre à la seconde question, il faut accepter l'existence d'un nationalisme québécois affirmatif. C'est un nationalisme qui se prête non seulement facilement aux définitions classiques du nationalisme, où l'accent est mis séparément ou collectivement sur la langue, la race, la religion, l'histoire et le plébiscite quotidien d'Ernest Renan (1), mais il est aussi l'objet de maintes manifestations au point où un éminent politicologue québécois pouvait affirmer qu'il existait non pas un nationalisme, mais bel et bien des nationalismes au Québec (2). Cette manifestation de la volonté collective québécoise (naguère canadienne-française) s'est développée par rapport à l'existence du fait anglophone en Amérique du Nord. Ce qui rend l'étude du nationalisme québécois intéressant, c'est l'existence, *mutatis mutandis*, de deux solutions à la question fondamentale qu'il pose sur la survie des Québécois : soit la création d'un Etat québécois qui serait le seul garant et le défenseur de la nation ; soit la participation active, à titre d'égalité à part entière des Québécois au maintien d'un Etat fédéré avec les Canadiens-anglais. La première solution est en fait antithétique à l'existence d'un nationalisme canadien alors que la seconde est une partie composante de ce dernier. Trois Premiers Ministres fédéraux ont jusqu'à maintenant articulé cette seconde option sous différentes formes : Wilfrid Laurier, Louis Saint-Laurent, et Pierre Trudeau, tous trois Canadiens-français. Journalistes et Universitaires ont aussi apporté leur contribution "à l'intelligence du fédéralisme canadien" pour reprendre l'expression de Gilles Lalande (3).

Il existe ainsi une variante du nationalisme québécois qui s'identifie à un nationalisme canadien et qui implicitement au moins donne une réponse affirmative à la question de l'existence d'un nationalisme canadien et aussi d'un nationalisme canadien-anglais. Il s'avère toutefois que cette trinité intellectuelle n'est pas aussi nette

dans la réalité comme le suggère John Holmes : "Quant au nationalisme canadien-anglais, il est douteux qu'il existe en dehors du nationalisme canadien" (4).

La réponse au titre de cet article est ainsi loin d'être nette. Cette affirmation de John Holmes trouve son écho non seulement chez beaucoup de Canadiens-anglais, mais elle sert aussi d'argument aux indépendantistes pour affirmer le besoin d'un Etat du Québec (5). Un aperçu de l'histoire du Canada nous montre toutefois qu'il est possible de distinguer entre le nationalisme canadien et le nationalisme canadien-anglais et que la crise à travers laquelle passe le Canada n'est point la crise du Québec, mais plutôt celle du Canada-anglais. En fait c'est le nationalisme canadien-anglais qui détient la clef de l'avenir du Canada.

Les historiens sont aujourd'hui d'accord pour souligner les impératifs économiques qui menèrent les colonies britanniques de l'Amérique du Nord à créer un nouvel Etat au nord des Etats-Unis (6). Cette union économique des quatre provinces devait être aussi le point de départ d'une nouvelle nationalité politique canadienne. C'est un Canadien-français, Georges-Etienne Cartier qui proposa cette formule en 1865 et de toute évidence elle était acceptée tant de la part de ses compatriotes francophones que des anglophones. Selon Cartier, cette nouvelle nationalité politique serait formée "sans qu'intervienne ni l'origine nationale, ni la religion d'un individu" (7). Qui plus est, selon le jugement d'un historien canadien-anglais : "La Confédération deviendrait en effet une nouvelle nationalité, mais elle serait une nationalité politique et non pas une nationalité absolue qui absorberait la vieille nationalité culturelle et linguistique des Français dans celle des Anglais" (8).

Il est important de souligner, comme le fait d'ailleurs Donald Creighton avec vigueur, que les méfiances qui régnaient à l'époque de la Confédération étaient d'ordre religieux et scolaire plutôt que d'ordre linguistique et racial (9). Il existait bien sûr des Anglais qui ne faisaient aucune distinction et qui n'hésitaient pas à accuser de trahison ceux qui s'entendaient avec les Canadiens-français. Sir John A. Macdonald dut subir pendant des années les invectives de George Brown du *Globe* de Toronto. Mais Macdonald avait compris que la survie d'une entité politique au nord des Etats-Unis ne pouvait se faire sans l'accord des Canadiens-français et qu'il fallait les traiter avec respect : "Traitez-les comme une nation et ils agissent comme les personnes libres agissent d'habitude. Appelez-les une faction et ils deviennent factieux" (10). Le respect mutuel qu'avaient Macdonald et Cartier l'un pour l'autre augurait bien de la naissance de cette nouvelle nationalité canadienne.

Force est de constater que cette nationalité était cependant extrêmement fragile. Elle dépendait non seulement de la volonté des Canadiens-français de l'adopter

comme la leur, mais aussi du désir des Anglais de la respecter. Sa viabilité se manifesterait surtout au niveau de la direction politique du pays. Comme le constate Bruce Hutchison : "Tant que Cartier l'épaulait, Macdonald pouvait faire valoir la loi de l'association égale avec le Canada-français. L'absence d'un tel partenaire serait fatale à l'expérience, au début de toute façon, et s'avérerait fatale pour Meighen, Bennett et Diefenbaker en notre temps. Malheureusement Cartier ne serait pas disponible pour longtemps" (11).

C'est le développement socio-économique des deux parties composantes de cette nouvelle nationalité qui détruira l'équilibre qu'avaient créé Cartier et Macdonald. De là naquit aussi un malentendu qui allait dégénérer en une incompréhension totale entre Canadiens-anglais et Canadiens-français qui dure encore aujourd'hui. Ce malentendu serait aussi la sage-femme du nationalisme canadien-anglais.

La crise qui donna le coup de semonce à cette expérience fragile fut la rébellion de Riel sur la Rivière Rouge en 1869-70. Elle n'éclaterait dans toute sa vigueur que vers la fin du siècle ; c'est sous Macdonald hélas que les graines furent plantées. Comme le souligne Hutchison :

De toutes les folies dans la vie de Macdonald, son traitement de Riel et des Métis était le moins excusable. S'il avait au moins mis en œuvre à la Rivière Rouge la belle affirmation qui lui avait si bien servi pour le Québec, s'il avait vu dans les colons métis une nation à traiter généreusement, et non pas une faction à contraindre et à rendre factieuse, la double calamité de l'Ouest aurait pu être évitée. Mais il était trop tard. Macdonald avait décidé que les Métis n'étaient que "des sang-mêlés misérables", exigeant la coercition (12).

L'exécution de Riel en 1885 allait faire de lui un martyr canadien-français catholique ; elle allait aussi mettre à jour les limites de la participation canadienne-française au développement du Canada. La poussée vers l'Ouest, financée par les capitaux anglais, serait dorénavant une entreprise anglophone au service de la communauté anglophone protestante de l'Ontario à laquelle les Canadiens-français catholiques n'étaient point appelés à participer. Une amère déception se fit sentir au Québec, d'où sortit d'ailleurs la théorie que la Confédération était une entente entre deux peuples fondateurs, un pacte entre deux groupes culturels (13). La crise scolaire du Manitoba de 1896 n'était que le coup de grâce à la nationalité politique canadienne de Cartier et Macdonald.

L'élection de Wilfrid Laurier, premier Canadien-français à devenir Premier Ministre du Canada sembla redonner une certaine vigueur et un certain espoir à une

nouvelle entente entre Canadiens-anglais et Canadiens-français. C'était d'ailleurs la mission que s'était donnée Laurier et un de ses biographes dira de lui qu'il était l'architecte de l'unité canadienne (14). Cette tentative de Laurier, de Saint-Laurent et de Trudeau après lui de ressusciter sous diverses formes la notion de l'unité canadienne, n'aura toutefois plus les assises de 1867. Le Canada anglais s'était élargi de l'Atlantique au Pacifique et qui plus est, il avait développé son propre nationalisme. Néanmoins, les idées de Cartier et de Laurier n'auront pas pour autant disparu et réapparaîtront au Canada anglais au moment où le Canada se préparera à fêter son centenaire (15). Elles seront proposées non seulement comme contre-poids au nationalisme intégral naissant au Québec, mais aussi au nationalisme canadien-anglais.

Les premiers jalons du nationalisme canadien-anglais ont été posés au lendemain de la Confédération. C'est en 1868 qu'un groupe de jeunes Canadiens-anglais ont fondé un mouvement connu sous le nom de *Canada First*. Selon l'historien Frank Underhill : "C'était le premier mouvement de jeunesse dans notre politique, la première tentative d'un groupe d'intellectuels pour influencer le ton et le contenu des discussions politiques" (16). Leurs activités publiques débuteront avec le retour de deux de leurs membres de l'Ouest où ils avaient été témoins des événements à la Rivière Rouge en 1869-70. Ils accusèrent Cartier de comploter avec l'Église catholique dans le but de faire du Nord-Ouest un domaine franco-catholique. Ce mouvement sera anti-français sa vie durant. Regroupés surtout à Toronto, ils publièrent dès 1872 un mensuel intitulé *The Canadian Monthly and National Review* et entre 1874 et 1876 l'hebdomadaire *The Nation*. Leur idéologue principal était un Anglais, Goldwin Smith, professeur d'histoire à Oxford. Le mouvement prônait le maintien du lien britannique et la consolidation de l'Empire tout en insistant sur le droit du Canada d'être consulté dans tous les traités qui le touchaient. La vie du mouvement fut courte ; leurs attaques contre les partis politiques, leur soutien de l'idée d'une forme d'indépendance canadienne ainsi que leur prise de position sur la question de réciprocité avec les États-Unis effritèrent leur soutien et le mouvement disparut vers 1876.

L'épisode du mouvement *Canada First* était le prodrome d'une évolution inévitable dans la vie politique du Canada. L'intérêt qu'elle suscite ne se situe point dans son échec, mais plutôt dans le dilemme que le mouvement avait soulevé mais avait été incapable de résoudre, à savoir le maintien du lien britannique et le désir d'indépendance. Smith avait toutefois compris que ce dilemme existait et qu'il s'aggraverait au fil des années. Pour cette raison il proposa la solution paradoxale dans son ouvrage *Canada and the Canadian Question*, publié en 1891, d'une union du Canada avec les États-Unis. Cette suggestion évoqua une réponse de la part de deux Canadiens-anglais originaires des Maritimes, George M. Grant, Principal de l'Université Queen's et George R. Parkin qui prônèrent la cause d'une fédération

impériale britannique. Parkin publia en 1892 *Imperial Federation, The Problem of National Unity* où le mot national visait l'Empire et non le Canada. Au cœur de leur impérialisme se trouvait une forme de nationalisme canadien-anglais plutôt bizarre. Selon Underhill : "Un des grands attraits de la fédération impériale pour eux était le fait que les hommes d'Etat canadiens, en devenant des partenaires dans une plus grande entreprise, élargiraient leur vision et leurs sens de responsabilités deviendraient plus sérieux" (17).

L'apparition du sentiment impérial chez les Canadiens-anglais correspondait à deux développements séparés, mais néanmoins intimement liés. Premièrement, depuis 1867 la population anglophone du Canada s'était accrue, malgré la dépression économique de 1873 qui avait entraîné une émigration importante de Canadiens aux Etats-Unis. Ces immigrants venaient surtout du Royaume-Uni et apportaient avec eux une allégeance à l'Empire britannique qu'ils n'étaient pas prêts à abandonner. Bien au contraire, la Grande-Bretagne vivait alors l'apogée de sa grandeur sous le règne de Victoria, grandeur qui était due à l'existence de colonies et de Dominions tels que le Canada. La suffisance en la Pax Britannica qui se manifestait alors à Londres, chantée par des poètes tels que Rudyard Kipling, se traduisait chez les Canadiens-anglais en un désir de conserver à tout prix le caractère britannique du pays. Deuxièmement, les Etats-Unis connaissaient à cette époque un essor industriel qui attirait non seulement les défavorisés de l'Europe, mais aussi un bon nombre de Canadiens. En conséquence, la population américaine augmentait très rapidement et petit à petit la puissance américaine se faisait sentir au point où d'aucuns doutaient de la viabilité du Canada face à ce géant grandissant. George M. Grant par exemple rejetait dans son livre *Ocean to Ocean* la notion d'indépendance canadienne comme l'idée "de rêveurs et d'esprits émasculés" (18). En 1901, près de cinq millions et demi de Canadiens étaient les voisins de 76 millions d'Américains. Ce contraste démographique et politique se fit sentir surtout lors du règlement de la question de la frontière de l'Alaska où la Grande Bretagne, fidèle à ses propres intérêts, soutint Washington contre Ottawa.

Il n'est point étonnant que ce nationalisme canadien-anglais pro-britannique se prit à cette époque pour le nationalisme canadien. L'exécution de Riel avait repoussé les Canadiens-français dans les confins de leur province, même si le gouvernement d'Honoré Mercier prétendait représenter tous les Canadiens-français, tant au Québec que dans les autres provinces. Cette revendication avait provoqué d'ailleurs la création d'un mouvement protestant extrémiste en Ontario qui agitait sans cesse contre la langue française et les écoles catholiques dans l'Ouest. Le Canada était pour eux un pays canadien-anglais où habitaient des Français catholiques dans un coin du

pays. Qui plus est, l'empire britannique allait bientôt être impliqué dans l'aventure sud-africaine et éveiller ainsi dans la majorité anglophone un sentiment de fierté en leur appartenance à l'empire. Comme l'expliqua J.W. Dafoe en 1922 : "L'impérialisme sur le plan sentimental, était la glorification de la race britannique : il présageait les temps heureux où ce peuple gouvernant et triomphant donnerait au monde la bénédiction de la Pax Britannica . . . Il éveillait leur imagination, de colons sans importance dans les remous des affaires du monde, ils allaient faire intégralement partie d'un mouvement mondial impérial d'expansion et de domination . . . De plus, cela leur donnait un sentiment de leur importance spéciale ici au Canada où la population n'était point "homogène de sang, de langue et de religion" ; c'était à eux, sentaient-ils, de prendre les décisions et de contrôler les événements" (19).

L'élection de Wilfrid Laurier en 1896 allait cependant apporter au Canada un changement de direction qui obligerait les nationalistes canadiens-anglais à se lancer sur la voie tortueuse de la redéfinition de leur idéologie. Laurier allait poser la question de la définition du Canada non seulement dans sa composition, mais surtout dans son identité politique. Sur un premier plan, sa victoire sur le Parti conservateur, porte-parole de l'idée impériale, réaffirmait l'importance du Québec dans la politique fédérale ; il ne réussira cependant pas à affirmer l'égalité que Macdonald avait introduite au moment de la Confédération. Par contre il lancera le Canada sur la voie de son indépendance en refusant, lors de sa participation aux célébrations impériales de 1897, d'accepter la proposition du Secrétaire aux Colonies, Joseph Chamberlain, de créer un "conseil impérial". Il refusera aussi des subsides à la Royal Navy et même après sa défaite en 1911, il persuadera le Sénat de rejeter la décision du gouvernement conservateur d'offrir des cuirassiers "Dreadnought" à Londres.

Laurier allait poser un second problème au nationalisme canadien-anglais lorsqu'il alla aux urnes en 1911 sur le thème de la réciprocité commerciale avec les Etats-Unis. Plus qu'autre chose, cette politique était le prodrome d'une autre évolution inévitable, à savoir les liens avec les Américains, le rôle du Canada en Amérique du Nord. En 1911, les intérêts financiers, invoquant de plus l'allégeance à l'empire britannique, réussirent à battre Laurier et à remettre à plus tard la question qu'il avait posée.

Pendant toute cette période où se développait et se renforçait cette allégeance impériale chez les Canadiens-anglais, un thème fit son apparition qui donna au moins un cachet canadien au lien britannique : le thème du grand nord. C'est Robert Haliburton, un des fondateurs du mouvement *Canada First* qui suggéra pour la première fois dans une communication faite au Montreal Literary Club en 1869 que les

Canadiens étaient "les hommes du nord du nouveau monde". Ce thème faisait un pont entre le sens d'appartenance à la tradition britannique et une certaine opposition à la démocratie américaine qui a toujours été présente dans le nationalisme canadien-anglais. Comme l'écrit Carl Berger : "C'était cette identification de la liberté avec le nord qui donna tant de puissance à l'émotion anti-américaine que la liberté canadienne ou "britannique" était de loin supérieure à la démocratie tumultueuse des Etats-Unis" (20). Ce thème n'était cependant pas suffisamment fort pour supplanter ou encore transformer le lien britannique ; il servit toutefois pour l'ancrer et se dissipa dès que la présence américaine cessa d'être perçue comme menaçante. La tentative de Vincent Massey de ressusciter ce thème dans son ouvrage *On Being Canadian* publié en 1948 et la vision d'un Canada du Nord de John Diefenbaker en 1956 n'évoquèrent aucune réaction dans la population.

A la veille de la Grande Guerre, le nationalisme canadien-anglais pouvait se féliciter de ses réalisations. Le Canada était une partie composante de l'empire britannique où les institutions et les idéaux anglo-saxons distinguaient le Dominion de la république du sud. La politique de réciprocité de Laurier avait été rejetée et l'Ouest malgré l'arrivée d'immigrants d'Europe Centrale, surtout d'Ukraine et d'Autriche-Hongrie, serait anglais et dans l'ensemble déconfessionnalisé. Quant au Québec, il s'était replié sur lui-même sous l'influence d'Henri Bourassa, renforçant ainsi chez les Canadiens-anglais l'illusion que le Canada était et resterait un pays anglo-saxon, membre de l'empire britannique.

La Grande Guerre allait cependant mener le Canada non seulement un peu plus loin sur la voie de l'indépendance, mais aussi vers une confrontation entre Canadiens-français et Canadiens-anglais au sujet de la conscription. Les nationalistes canadiens-anglais ne tirèrent paradoxalement aucune leçon de ces deux événements. Dans l'ensemble, les idées qui s'étaient développées dans le premier demi-siècle après la Confédération allaient connaître peu de modifications. L'indépendance du Canada allait être réalisée en partie parce qu'elle était dans la nature des choses et en partie parce que les hommes politiques canadiens, surtout Laurier, Borden et MacKenzie King avaient compris qu'elle était inévitable, voire nécessaire. Mais le lien britannique devait être maintenu. Comme l'indique John Holmes : "Alors que les Canadiens sortirent de la Première guerre mondiale avec un sens accru de leur identité nationale, ils restaient cependant ambivalents envers la question de savoir si le destin canadien devait être principalement impérial ou national. Mackenzie King, qui domina la période, rejeta la première solution et ce faisant, créa distraitemment le Commonwealth des nations avec lui-même comme prophète" (21). Quant au Québec, la crise de la conscription de 1917 l'avait poussé davantage à se replier sur lui-même. Le Canada

en partie par défaut, en partie par dessein était devenu un pays anglo-saxon. Des trois premiers ministres de la période entre les deux guerres, King, Meighen et Bennett, les deux derniers n'avaient même pas de lieutenant canadien-français comme le voulait la tradition depuis Macdonald. Heureusement (ou est-ce malheureusement ?) King domina cette période avec Ernest Lapointe à ses côtés, puis Louis Saint-Laurent. Un fragile équilibre avait été maintenu par cette représentation qui permit de surmonter la seconde crise de la conscription en 1944, remettant toutefois à plus tard la question du rôle du Québec au Canada.

C'est aussi dans cette période entre les deux guerres qu'une transformation des axes culturels et commerciaux du Canada commença à intervenir. Le Canada était en proie depuis sa création à un phénomène que Maurice Careless qualifie de métropolitanisme, c'est-à-dire la domination d'une métropole par des liens de communication qui partent du centre et vont jusqu'aux confins de son rayonnement par l'intermédiaire de centres secondaires (22). Londres servait de centre au début ; cependant au fil des années, en réaction à Londres, Montréal et Toronto se disputèrent le privilège. Qui plus est, au même moment des centres plus importants que Londres se développaient aux Etats-Unis. La question que Laurier avait posée avec l'élection de 1911 serait dorénavant posée quotidiennement et sournoisement avec le développement de la puissance économique et culturelle américaine. Comme le souligne Careless : "Malgré le développement d'un réseau métropolitain intense et étroitement lié, les diverses régions et sous-régions métropolitaines hautement organisées de ce pays ont leur place dans les chaînes de vassalité continentales au sud de la frontière" (23).

Est-ce par un moment de distraction que ce développement avait lieu, ou était-ce inévitable, voire dans la nature de la position géopolitique du Canada ? L'historien Donald Creighton rejette la responsabilité de ce qu'on appellera dorénavant la politique de continentalisme sur Mackenzie King : "Il avait systématiquement sapé le lien qu'avait le Canada avec l'Angleterre ; et, au lieu de renforcer son indépendance, il avait simplement remplacé les liens impériaux brisés par des liens continentaux infiniment plus forts, qui ont effectivement lié le Canada aux Etats-Unis" (24). Cette accusation est répétée par George Grant qui situe d'ailleurs le point tournant en 1940 :

En 1940 il était nécessaire pour le Canada de participer à la défense continentale. L'Eurasie entière aurait pu tomber entre les mains de l'Allemagne et du Japon. L'Empire britannique allait s'effondrer une fois pour toutes comme force internationale. Le Canada et les Etats-Unis d'Amérique allaient être unis sans équivoque dans la défense de cet hémisphère. Il est toutefois sur-

prenant que les hommes politiques et les fonctionnaires aient si peu compris que cette nouvelle situation devrait être manipulée avec beaucoup de sagesse si le Canada devait garder son indépendance. Il se peut que rien n'ait pu être fait ; peut-être l'effondrement de l'Europe du 19^{ème} siècle résultait automatiquement en l'effondrement du Canada. Quoiqu'il en soit, il est extraordinaire que King et ses associés aux Affaires Extérieures n'aient pas reconnu la situation périlleuse que les circonstances avaient créée . A toute époque, les hommes politiques sages doivent jouer un jeu d'équilibre. Mais comme l'alliance américaine fut peu équilibrée par une défense de l'indépendance nationale ! (25).

Ce qui est extraordinaire dans le développement du nationalisme canadien-anglais c'est non seulement ce transfert d'axes, mais surtout le fait qu'il eut lieu si subrepticement. Mackenzie King peut en porter la responsabilité aux yeux des historiens, mais cet homme politique avait un don qui répondait aux besoins de son époque. Selon Blair Fraser : "Si on vous demandait de dire quelle était sa plus grande et unique qualité, vous choisiriez sans doute sa capacité surnaturelle de percevoir les grandes tendances de l'opinion publique et de les exprimer et les guider. Il semblait savoir instinctivement quand le peuple était prêt pour une certaine politique" (26). De plus, dans la décennie qui suivit la fin de la guerre, le Canada connut non seulement un essor économique extraordinaire, mais aussi un taux élevé d'immigration qui modifia les proportions de la composition ethnique de la population. L'arrivée des réfugiés politiques, l'intensification de la guerre froide et l'acceptation des Etats-Unis comme les garants de la liberté et de la prospérité imprégnaient encore davantage cette opinion publique que Mackenzie King avait si bien jugée avant la guerre. Il ne faut pas s'étonner donc que peu de voix se soient élevées à l'époque pour avertir du danger que cela signifiait pour l'indépendance du Canada.

Malgré les changements que cela impliquait pour le pays, le nationalisme canadien-anglais était resté foncièrement anglo-saxon. Il se trouvait cependant à un carrefour : tant que le Royaume-Uni était une puissance mondiale, l'allégeance à la couronne britannique allait de soi. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, c'étaient les Etats-Unis qui prenaient la relève de la Grande-Bretagne sur la scène mondiale. Le gouvernement fédéral ainsi que la population avaient déjà opté pour le continentalisme, quoique plutôt sur le plan économique que sur le plan culturel. Qui plus est, le Canada, bien que membre du Commonwealth, était un pays souverain à part entière, membre de maintes organisations internationales. Qu'ils le veuillent ou non, les nationalistes canadiens-anglais étaient sommés de justifier ou encore de repenser leur nationalisme.

Or ce qui se produisit, ce fut l'apparition de trois courants qui cherchaient à donner au nationalisme canadien-anglais un contenu autochtone. Le premier courant qu'on peut qualifier de conservateur, se manifesta avec l'élection du gouvernement de John Diefenbaker en 1956. Cet avocat de la Saskatchewan prônait l'unité canadienne, calquée sur certaines idées de John A. Macdonald, puisant son contenu notamment dans le lien britannique historique. Malheureusement pour lui, ce n'était pas une idée originale et sa vision d'un pays uni s'effrita devant son incapacité à comprendre les transformations qu'avait subies le pays. La réalité politique du pays lui réservait un sort cruel ; il n'avait point saisi que son élection était due non pas à la décision des électeurs de choisir le programme de son parti, mais au rejet d'un gouvernement libéral arrogant. Qui plus est, l'essor économique était en train de se ralentir et plus qu'autre chose il fallait former un gouvernement capable de définir une politique qui éviterait les conséquences d'un ralentissement économique. Diefenbaker ne fut hélas pas à la hauteur de cette tâche et de surcroît, il ne sut pas s'entendre non plus avec les Québécois qui lui avaient donné la majorité des sièges au Québec aux élections de 1958 ; il n'avait pas de lieutenant québécois à ses côtés. Son nationalisme populiste, comme le définit George Grant (27), allait à contre-courant non seulement de la réalité canadienne, mais aussi du nationalisme québécois qui commençait à se réaffirmer à cette époque. Selon Grant : "Pour Diefenbaker, l'unité de tous les Canadiens était un acte définitif. Son interprétation du fédéralisme était foncièrement américaine. Il n'incluait point ceux qui se sentaient concernés par le désir d'être une nation, mais seulement ceux qui voulaient préserver certaines coutumes charmantes qui avaient survécu" (28). Avec sa défaite aux élections de 1963 et le retour des Libéraux au pouvoir, cette tentative d'enrayer le continentalisme et de revenir au nationalisme de Macdonald disparut. George Grant, dans un livre qui fut assez populaire, se lamenta non seulement sur cet échec, mais, selon lui, sur la disparition de la nation canadienne de Macdonald dont Diefenbaker avait été le dernier apôtre (29).

Le deuxième courant peut être qualifié de nationalisme à la recherche de lui-même. Un peu en réaction à la débâcle du régime conservateur de Diefenbaker, ce courant acceptait l'inévitabilité du continentalisme et se montra aussi plus sensible à l'évolution de la société québécoise. C'est le nationalisme qui sera articulé par un groupe d'universitaires réunis dans la University League for Social Reform. Ils publièrent en 1966 un ouvrage, *Nationalism in Canada*, dont les analyses sont le baromètre de la société canadienne. C'est John Holmes qui saisit le mieux le pouls du pays lorsqu'il écrivit : "Dans la pseudo-sophistication de notre adolescence, beaucoup de Canadiens préféreraient laisser le pays sombrer que d'être accusés de nationalisme, une faiblesse qui est non seulement pernicieuse, mais aussi bête. D'aucuns sont fiers qu'on ait conçu la non-nation immaculée . . . Le problème central d'un nationalisme

pan-canadien a été le besoin de trouver une raison d'être à l'existence de ce pays . . . Notre anxiété au sujet de notre survie nationale peut être attribuée à l'échec de notre volonté" (30).

Cette constatation de la part de John Holmes semble se heurter à l'analyse que fait Kenneth McNaught de la perspective nationale des Canadiens anglophones. Reconnaissant qu'il existait naguère un racisme chez les Canadiens-anglais, mais qu'il est devenu de moins en moins important, menant d'ailleurs à la reconnaissance du besoin de la diversité nationale, McNaught conclut : "Les Canadiens anglophones ont une idée très arrêtée du Canada : amalgame historique de l'intention originale et indiscutable de la Confédération à laquelle se sont ajoutées des modifications ordonnées par l'immigration et la croissance" (31). Or, comme le montre clairement Alfred Dubuc dans le même ouvrage, les conditions qui existaient au moment de la Confédération se sont modifiées à tel point que l'idée politique de la Confédération n'est plus viable.

L'article de Kenneth McNaught confirme en fait le diagnostic de Holmes dans la mesure où cette conception qu'ont les Canadiens-anglais d'un pays où le nationalisme ethnique n'a pas de place vise particulièrement le Québec et rend ainsi impossible la recherche d'une solution. Mais il y a davantage : en se repliant sur l'idée politique de la Confédération, les Canadiens-anglais manifestent implicitement une forme d'anglophilie que Charles Hanly n'hésite pas à condamner :

L'anglophilie représente une barrière psychologique majeure dans la formation d'un sentiment nationaliste unificateur au Canada. Beaucoup de Canadiens-anglais continuent à insister sur le besoin de garder un lien de dépendance avec leur pays d'origine - les conquérants britanniques du Canada. Jusqu'au jour où les Canadiens-anglais seront capables de transférer leur allégeance émotionnelle principale au Canada, il y aura peu d'espoir pour une cohésion nationale forte qui lierait ensemble les deux groupes raciaux (32).

Cet ouvrage collectif représente à la fois les analyses, les soucis et les espoirs d'universitaires canadiens ; ils sont le miroir de la société qu'ils étudient. Puisque tous sauf deux sont des Canadiens-anglais, ils font miroiter les dilemmes du nationalisme canadien-anglais. Beaucoup soulignent le besoin d'une politique nationale qui saurait capter l'enthousiasme tant des Canadiens-français que des Canadiens-anglais. Mais les contours de cette politique restent à définir. Comme le remarque en conclusion Peter Russell : "En un mot, la conception du nationalisme qui est exprimée ici en est une qui voit l'unité nationale comme le produit plutôt que la victime de la diversification et l'hétérogénéité de la société canadienne" (33).

Le troisième courant est un courant récent et multiforme qu'on pourrait qualifier de courant défensif. Dans ses différents aspects, il traduit le désarroi des Canadiens-anglais face aux transformations qu'a subies le pays dans la période d'après-guerre. Il présente peu d'intérêt en tant que point de départ ; il peut toutefois aider à comprendre les nouvelles conditions qui sont à l'origine de la crise canadienne contemporaine.

La première manifestation de ce courant fut la réaction dans certains milieux au contrôle croissant de l'économie canadienne par les sociétés américaines. Ce fut paradoxalement le Ministre des Finances d'un gouvernement libéral qui sonna l'alarme le premier dans son budget nationaliste de juin 1963. Il fut désavoué rapidement par le milieu des affaires, puis par son parti. Comme l'écrit Donald Creighton : "La défense animée que fit Grodon de l'indépendance économique canadienne était une aberration par rapport à la politique libérale traditionnelle, qui fut d'ailleurs rapidement abandonnée avec alarme lorsque furent révélées les redoutables conséquences d'une limite apportée aux investissements américains" (34). En 1965, Gordon publia *A Choice for Canada : Independence or Colonial Status ?*, second cri d'alarme qui fut à nouveau rejeté par son parti. Sa dernière tentative de sonner le tocsin fut le rapport du groupe d'étude sur les conséquences de l'afflux des capitaux américains sur l'indépendance du Canada qu'il dirigea en 1967-68 en tant que Ministre sans portefeuille. Le rapport Gordon-Watkins n'eut pas plus d'écho que les tentatives précédentes. Pourtant le thème de l'indépendance canadienne, ou plutôt la réaction à la domination américaine ne disparut pas pour autant et les nationalistes canadiens remportèrent au moins un succès limité lorsque le Secrétaire d'Etat libéral, Hugh Faulkner, réussit en 1976 à imposer un minimum de contenu canadien dans les revues comme *Reader's Digest (Sélection en français)*. L'hebdomadaire *Time* refusa par contre d'accepter cette contrainte et cessa en conséquence de publier une édition canadienne. La domination culturelle américaine ne disparut pas pour autant .

La deuxième manifestation de ce courant est la réaction aux transformations et aux revendications québécoises depuis la mort de Duplessis et le début de la révolution tranquille. Cette réaction s'était manifestée d'abord par un point d'interrogation perplexe fort bien articulé dans la question : "Que veut le Québec ? ". Le dilemme s'aggrava lorsque la réponse refusa d'être claire et nette, mais se voulut multiple ; le Québec était et reste d'ailleurs toujours en profonde mutation, à la recherche de son propre destin. L'apparition de la notion de séparation et d'indépendance non seulement brouilla davantage la situation, mais l'explosion de bombes à Montréal et les enlèvements du Britannique James Cross et du ministre provincial Pierre Laporte, finalement assassiné par ses ravisseurs, donnèrent à la crise canadienne une acuité encore plus grande que lors des crises précédentes.

Les réactions au phénomène québécois devinrent elles-mêmes au fil des années tout aussi multiples. D'une part on percevait la crise québécoise comme une crise de mécontentement, principalement économique et on se contentait d'indiquer simplement que si le Québec avait accusé un retard économique, c'était sa faute puisqu'il avait élu des premiers ministres comme Duplessis, dont la politique était l'opposition à toutes les initiatives fédérales qui avaient assuré autrement le développement du reste du pays. D'autres justifiaient la domination économique canadienne-anglaise au Québec par l'affirmation que les Québécois n'avaient pas d'aptitudes pour les affaires étant de toute façon une société d'avocats, de médecins et de prêtres. Enfin il y a ceux qui voyaient la crise du Québec comme une crise d'adolescence qui se dissiperait vite et qu'on pouvait contrôler en accordant des "concessions" à cette province tumultueuse. Mais il y avait des limites à ne pas dépasser.

Or depuis 1968, la crise du Québec n'est plus une crise purement provinciale. Le nationalisme québécois, comme nous l'avons indiqué au tout début, peut choisir entre deux options. L'élection de Pierre Trudeau au poste de chef du Parti libéral et de ce fait Premier Ministre du Canada réaffirmait l'option fédéraliste, à laquelle d'ailleurs Trudeau allait donner un nouveau cachet. Se basant sur les constatations et certaines recommandations de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme que son prédécesseur Lester B. Pearson avait créée, Trudeau réintroduisait la notion d'une nationalité politique canadienne, mais cette fois-ci bilingue au niveau de la fonction publique fédérale. Or c'est ce bilinguisme, à la fois mal expliqué par le gouvernement fédéral et mal compris par les Canadiens-anglais qui allait provoquer la réaction la mieux articulée du nationalisme canadien-anglais.

La loi qui fait du français une langue officielle au niveau de la fonction publique fédérale a été perçue comme une tentative d'assimilation et non pas comme une décision conforme à la composition linguistique historique du pays. C'est surtout au niveau de la population que la réaction fut la plus aiguë. Des raisons d'ordre économique - "faire tout traduire coûte trop cher" - d'ordre démographique - "il y a trop peu de francophones ici et de toute façon ils parlent tous anglais" - et même d'ordre racial sont invoquées. Un anglophone peu connu a publié un ouvrage attaquant Trudeau ; cet ouvrage a connu un certain succès. Il proclame entre autres : "Dans les dix années de 1968 à 1978, sans tirer un seul coup, M. Trudeau aura pris plus de superficie de la terre pour sa race que le firent Napoléon, Alexandre le Grand et tous les empereurs romains réunis" (35). Enfin il y a ceux qui mettent l'accent sur les problèmes économiques régionaux et somment le gouvernement fédéral de s'occuper d'eux plutôt que de favoriser les Québécois.

C'est cette politique de Pierre Trudeau qui nous permet d'affirmer l'existence d'un nationalisme canadien-anglais, différent à la fois du nationalisme canadien du gouvernement libéral et du nationalisme québécois dans ses deux variantes. Alors que les Québécois sont appelés à choisir entre les deux options traditionnelles de leur nationalisme, les Canadiens-anglais semblent pour l'instant non seulement ne rien avoir à offrir au Québec, mais semblent vouloir se retrancher derrière ce que John Holmes a appelé le tribalisme anglo-saxon "associé soit avec l'idée d'un clan impérial, soit comme c'est plus souvent le cas maintenant, avec l'idée de la supériorité naturelle des peuples anglophones. Soit dans cette identification avec l'Empire, soit avec les Etats-Unis, il a toujours été une force anti-nationale ou anti-canadienne" (36).

De ces trois courants, le premier semble appartenir à un âge révolu. Même l'anti-américanisme n'est plus l'émotion puissante qu'il était, surtout lorsqu'il était nécessaire d'affirmer le caractère britannique du Canada. Il n'a pas disparu pour autant, surtout dans les milieux universitaires et témoigne plutôt du dilemme qu'ont les Canadiens-anglais de se définir comme des Nord-Américains canadiens que d'un rejet de tout ce qui est américain. Le troisième courant est ainsi la variable la plus importante du nationalisme canadien-anglais. Rétrospectivement il semble s'être développé davantage en conséquence d'une évolution historique qui favorisa outrageusement les Canadiens-anglais. Rien n'est plus désagréable que d'être obligé de renoncer à une situation qu'on trouve entièrement satisfaisante. Aussi faut-il noter qu'aucun homme politique canadien, au niveau fédéral ou au niveau provincial, n'a réussi à canaliser ce courant. Les candidats ne manquent pas, de Leonard Jones de Moncton à James Richardson, ancien ministre fédéral libéral. Il se peut que ceci soit le signe que les Canadiens-anglais sont prêts à résoudre le problème que pose le Québec.

Tout compte fait, ce qui ressort de notre examen de ces trois courants du nationalisme canadien-anglais, c'est qu'il existe chez les Canadiens-anglais une volonté de sauvegarder l'intégrité et l'indépendance du Canada. Cette volonté ne s'articule toutefois pas d'une façon claire et qui plus est il n'existe pas de consensus sur la façon de réagir aux problèmes qui troublent le Canada. Les différences économiques et historiques entre les régions du Canada-anglais rendent encore plus difficile ce consensus. Il y a une tendance dans chaque région à envisager ces problèmes selon ses propres besoins et intérêts. Ce phénomène se manifeste d'une façon particulièrement frappante lors des conférences fédérales-provinciales où les premiers ministres provinciaux n'arrivent pas à s'accorder entre eux. Ceci explique pourquoi aucun premier ministre provincial n'est parvenu à devenir le porte-parole du Canada-anglais. De même au niveau fédéral constate-t-on cette carence. C'est pour cette raison que les Canadiens-anglais acceptent le leadership de Pierre Trudeau qui leur paraît le seul dirigeant canadien capable pour l'instant d'assurer l'unité du pays.

Les Canadiens-anglais devront toutefois articuler davantage que leur nationalisme défensif vis-à-vis du Québec. Les Québécois, selon Claude Ryan, seraient prêts à accepter une solution autre que le statu quo ou la formule "souveraineté-association" du Parti Québécois si cette solution tenait mieux compte "de la personnalité propre et des aspirations du Québec" (37). C'est le défi qui est fait au Canada-anglais (38), défi qui l'obligera aussi à trouver sa propre identité.

NOTES

1. *Ernest Renand, Qu'est-ce qu'une nation ? , Paris, 1881.*
2. *Léon Dion, Nationalismes et politique au Québec, Montréal, 1975.*
3. *Gilles Lalonde, Pourquoi le fédéralisme, contribution d'un Québécois à l'intelligence du fédéralisme canadien, Montréal, 1972.*
4. *John Holmes, "Nationalism in Canadian Foreign Policy" in Peter Russell, ed., Nationalism in Canada, Toronto, 1966, p. 204.*
5. *Voir les assertions 5, 7 et 9 dans l'ouvrage de Lalonde, op. cit.*
6. *Voir par exemple Donald Creighton, The Road to Confederation, Toronto, 1964; Peter Waite, The Life and Times of Confederation 1864-1867, Toronto, 1962; et W.L. Morton, The Critical Years : The Union of British North America 1857-1873, Toronto, 1964.*
7. *Cité dans Donald V. Smiley, The Canadian Political Nationality, Toronto, 1967, p.11.*
8. *Morton, op. cit., p. 117.*
9. *Donald Creighton, Canada's First Century, Toronto, 1970, pp. 11-13.*
10. *Cité dans Bruce Hutchison, Mr. Prime Minister 1867-1964, Toronto, 1964, p. 17.*

11. *Ibid.*, p. 17.
12. *Ibid.*, p. 30.
13. *Lalande, op. cit.*, p. 148 .
14. *Raymond Tanghe, Laurier, Architect of Canadian Unity, Montreal, 1966.*
15. *Pour les idées de Cartier, voir Smiley, op. cit., et pour les idées de Laurier, voir Frank H. Underhill, The Image of Confederation, Toronto, 1964.*
16. *Underhill, op. cit.*, p. 15. *Voir aussi Creighton, Canada's* , p. 23.
17. *Underhill, op. cit.*, p. 32.
18. *Creighton, Canada's*, p. 91 .
19. *J.W. Dafoe, Laurier : a Study, in Canadian Politics, Toronto 1922, p. 74.*
20. *Carl Berger, "The True North Strong and Free" in Russell, op. cit.*, p. 16 .
21. *Holmes, loc. cit.*, p. 206.
22. *Maurice Careless, "Metropolitanism and Nationalism" in Russell, op.cit.*, p. 274.
23. *Ibid.*, p. 282.
24. *Creighton, Canada's*, p. 268 .
25. *George Grant, Lament for a Nation, The Defeat of Canadian Nationalism, Toronto, 1965, p. 50.*
26. *John Fraser et Graham Fraser, eds., Blair Fraser Reports, Toronto, 1969, p. 2.*
27. *Grant, op. cit.*, pp. 13ff.
28. *Ibid.*, p. 21 .
29. *Ibid.*, p. 5.

30. *Holmes, loc. cit., pp. 205 et 204.*
31. *Kenneth McNaught, "The National Outlook of English-Speaking Canadians" in Russell, op. cit., p.67.*
32. *Charles Hanly, "A Psychoanalysis of Nationalist Sentiment" in Russell, op. cit., p. 313.*
33. *Peter Russell, "Conclusion" in Russell, op. cit., p. 371.*
34. *Creighton, Canada's, op. cit., p. 335.*
35. *Jock Andrew, Bilingual Today, French Tomorrow, Richmond Hill, 1977 , p. 10.*
36. *Holmes, Loc. cit., p. 204.*
37. *Claude Ryan, "Le défi canadien - 1977", communication faite au colloque Destiny Canada Destinée, Toronto, 29 juin 1977, ronéoté, pp. 15-16.*
38. *Notons aussi la constatation de John Holmes: "L'instinct que nous possédons pour un nationalisme constructif est déformé par l'irascibilité de notre nationalisme défensif". Ibid., p. 205.*